

lui avons donné ici n'ont pas été suffisants. D'autres pays ont fait des concessions et des usines Bata y furent aménagées. L'ancienne société Massey Harris était une société canadienne. Aucun droit de douane ne visait les machines agricoles. Un tracteur coûtait le même prix dans un pays que dans l'autre, hormis les frais de transport. On se serait attendu à ce que la Massey Harris Company fabrique tout son matériel au Canada. Or, aujourd'hui, elle ne fabrique que trois ou quatre articles principaux au Canada. Le reste, elle le fabrique dans d'autres usines, autour du monde.

Nous, de la région de Timiskaming, nous sommes satisfaits des progrès réalisés chez nous grâce à la part fédérale du programme de développement régional. Deux fabriques y ont été construites, qui sont modernes et efficaces. Elles sont les premières à tirer pleinement parti des produits forestiers du Nord de l'Ontario, mais avec le temps nous devons trouver le moyen d'établir de nouvelles usines dans la région.

A plusieurs reprises, les membres de notre groupe ont mentionné le fait que les autorités en Angleterre peuvent amener l'industrie à s'établir dans certaines régions où elle trouvera équipement social, logements et employés. On a refusé à l'industrie l'autorisation de s'implanter dans des régions où il y a une pénurie d'équipement social, d'écoles, d'hôpitaux, des pompiers, une force policière, des logements et de terrains industriels. D'autres pays ont fait face à ce problème d'une façon beaucoup plus efficace que nous au Canada.

Je sais que d'autres députés du Nord de l'Ontario aimeraient voir leurs régions désignées dans le cadre du programme de développement régional. Lorsque ma région fut désignée, nous nous sommes engagés à faire tout notre possible pour y amener l'industrie. Peut-être ai-je échoué dans mes efforts, mais les municipalités et la province n'ont pas non plus fourni l'aide voulue.

Les hauts fonctionnaires du ministre ont fait tout leur possible. Le ministre a les gens et les moyens pour faire le travail, et je me réjouis du genre d'aide au niveau des entrepreneurs qu'il fournit. Mais le programme me déçoit parce qu'il ne parvient pas à rallier la participation et la collaboration du gouvernement provincial. J'ignore ce que M. Joey Smallwood ferait de ce programme, mais j'imagine qu'il serait prêt à tout miser sur l'avenir de sa province, s'il savait que le gouvernement fédéral y investirait des sommes identiques.

L'Ontario s'est contenté de fournir les salaires de deux ou trois membres d'un conseil qu'il contrôlera. Ces conseils sont si mauvais que j'ai eu grand-peine à inciter les municipalités de ma région à les seconder. De toute évidence, ils ne sont pas aussi utiles qu'ils pourraient l'être. Le ministre devrait demander à ses fonctionnaires quel genre d'appui, d'aide et de collaboration leur apportent les autorités provinciales.

Je suis très satisfait des députés du Nord ontarien à l'Assemblée législative. C'est la première fois que nos représentants à Toronto s'occupent uniquement de nos problèmes. Jusqu'ici, nos députés se présentaient à Toronto la main tendue en demandant: «Avez-vous quelque chose à nous donner?» Maintenant, nos représentants exigent qu'on leur fournisse les moyens de participer à la mise en valeur de toute la région.

Si ce programme échoue, le ministre pourrait bien s'apercevoir que nous, gens du Nord de l'Ontario, sommes prêts à envisager une collaboration d'une nature étroitement politique avec nos collègues du Nord du Québec, car nous devons résoudre le problème par nos propres moyens. Je ne sais quelle sera, ce jour-là, la réponse du ministre, mais je suis sûr qu'il n'ira pas à Toronto bousculer son homologue. Au contraire, il sera tout sucre et tout miel. Au fond, l'Ontario, c'est Toronto; on ne fait pas plus égoïste sous le ciel. C'est un endroit pétri d'égoïsme. Je ne parle pas des gens mais du gouvernement qui siège à Queens Park, et c'est à ce niveau-là, me semble-t-il, que doit s'opérer le changement. Mon ami de Kenora-Rainy River conviendra avec moi, j'en suis sûr, que la coopération que nous obtenons de Toronto ne contribue en rien au développement du Nord. Si sa région était désignée, il se trouverait certainement en face du même problème que nous. Au niveau provincial, il se trouverait devant un embouteillage.

Le ministre se doit de veiller à ce que ce plan réussisse. S'il réussit, le nombre des emplois s'accroîtra et l'économie de l'Ontario septentrional prendra rapidement de l'expansion. Le secteur des services prendra de l'expansion aussi.

M. Reid: Puis-je poser une question au député?

M. Peters: Bien sûr.

M. Reid: Peut-il me dire si le régime de prêts, tant vanté du gouvernement de l'Ontario, a fait un bien quelconque pour sa région?